

## **4 mois de grève au 57 Bd de Strasbourg, il est plus que temps que les pouvoirs publics choisissent leur camp.**

Après une première victoire, qui allait vite prendre un goût amer, 18 coiffeurs, coiffeuses et manucures du salon de coiffure New York Fashion ont décidé de se mettre à nouveau en grève le 24 juillet 2014 suite à la faillite organisée par les patrons mafieux du quartier Château d'Eau.

Depuis, soutenu-e-s par l'Union Départementale CGT de Paris, l'Union CGT Commerce de Paris et l'Union Locale CGT du 10ème ils et elles occupent le salon jour et nuit jusqu'à obtention des revendications de travailleur-se-s qui se sont mis-e-s en avant pour dénoncer un système d'exploitation de personnes en situation de vulnérabilité pour les faire travailler dans des conditions contraires à la dignité humaine.

Afin de dénoncer ce système la CGT PARIS et les salarié-e-s ont déposé plainte notamment pour traite des êtres humains, banqueroute, escroquerie au jugement, aide au travail dissimulé, emploi de personnes en situation irrégulière.

La préfecture de police oppose depuis le début de ce conflit une fin de non-recevoir à notre demande de placer ces salarié-e-s sous protection en leur délivrant un titre de séjour en tant que victime dénonçant un système organisé de traite des êtres humains.

Elles et ils ne bénéficient donc, pour le moment, d'aucune protection de la part des pouvoirs publics.

Alors que cette disposition est pourtant prévue par l'article L 316-1 du CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile )

Devant le refus des autorités à entendre et protéger ces salarié-e-s la CGT a décidé de médiatiser .

De nombreux articles et reportages ont retracé cette lutte.

Des points presse et des rassemblements ont été organisés.

Malgré le soutien du Maire du 10ème et de sa majorité municipale, malgré le vœu adopté par la majorité municipale parisienne, malgré le soutien du collectif des cinéastes pour les sans-papiers, malgré une lettre ouverte de la CGT au Préfet, la préfecture et les ministères concernés continuent à nous opposer un silence assourdissant.

Malgré ce silence les salarié-e-s et leurs soutiens sont toutes et tous déterminé-e-s à continuer de dénoncer le système mafieux d'exploitation basé principalement sur le travail dissimulé et le recrutement de personnes en situation de vulnérabilité à des fins d'exploitation et dans des conditions contraires à la dignité humaine.

Peut-on accepter que les salarié-e-s du 57 Bd Strasbourg, qui ont eu le courage de dire « non », de dénoncer un système d'exploitation basé sur les intimidations et les menaces d'être dénoncé-e-s à la police du fait de leur situation administrative, ne soient pas protégé-e-s aujourd'hui par un titre de séjour et aient la possibilité de se reconstruire ?

Peut-on accepter que leurs collègues des autres salons soient aujourd'hui menacés d'expulsion ?

Est-ce la seule réponse que l'État compte aujourd'hui apporter ?

La CGT Paris a donc décidé d'interpeller directement le Premier Ministre en appelant à un rassemblement autour du Conseil des Ministres le 26 Novembre 2014 à partir de 9h30 angle rue de Varenne rue du Bac 75007 PARIS (Métro RUE DU BAC ligne 12).

**Nous appelons l'ensemble des structures parisiennes a affirmé leur soutien en participant massivement à cette initiative.**